

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13  
FAX (1) 43.31.19.83  
CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1590 - 2 mai 1991 - 2,5 F

### D 1590 PÉROU: ATTENTATS À CUSCO CONTRE DEUX O.N.G.

Le 6 avril 1991, deux bombes explosaient au Centre d'éducation et de communication "Guamán Poma" et au Centre d'études régionales andines "Bartolomé de Las Casas" de Cusco, provoquant des dommages limités. D'autres attentats avaient déjà visé des organisations de coopération internationale (cf. DIAL D 1371) et l'Institut d'éducation rurale d'Yaviri (cf. DIAL D 1404). A la différence de ces derniers, revendiqués par "sentier lumineux", les attentats de Cusco n'ont pas été signés, laissant place à diverses hypothèses - dont celle de la provocation. Les réactions ont été très vives dans les milieux des organisations et associations populaires, des instituts et centres d'études multiples qui travaillent essentiellement à la promotion et à l'éducation dans les milieux populaires urbains et ruraux du Pérou. Documents ci-dessous.

Note DIAL

#### 1. Communiqué dans la presse du 13 avril 1991

Les attentats commis le samedi 6 à Cusco contre les centres "Guamán Poma de Aya-la" et "Bartolomé de Las Casas" sont des actes qui tendent à faire du Cusco un autre des endroits du pays sous le règne du terrorisme et de la violence.

Ce n'est certainement pas par hasard que les attentats de samedi ont visé deux institutions qui travaillent depuis des années au profit des classes populaires et contribuent à renforcer les organisations et institutions de notre ville de Cusco et de la région.

Leur objectif est de faire peur et, en dernier ressort, de faire abandonner la route à tous les acteurs sociaux qui oeuvrent à la démocratisation de la société et de l'Etat, et qui empêchent la situation de dégénérer en la classique polarisation subversion/répression, domaine de la guerre sale.

Comme institutions signataires, loin de nous sentir terrorisés, nous réaffirmons notre vocation démocratique qui, à l'heure actuelle, se concrétise dans les tâches suivantes:

- Accompagnement et défense indéfectibles des organisations de base et institutions qui, par l'effort de notre peuple, se sont constituées au long des années.
- Affermissement de la capacité d'initiative populaire et des organisations et institutions du peuple dans la structuration de la région.
- Refus de l'objectif tendant à faire de la ville de Cusco le théâtre de la violence, de la violation des droits de l'homme et de la méconnaissance des capacités d'auto-défense et d'autogestion du peuple.

Nous reconnaissons qu'il est impossible de s'opposer efficacement au règne de la violence et de la terreur, et de construire une société juste et souveraine sans ren-

D 1590-1/2

forcement des organisations de base et institutions de la société civile et sans réaffirmation de leur capacité d'initiative dans la structuration de la région.

Nous estimons donc que toutes les institutions et organisations démocratiques doivent s'unir, non seulement pour rejeter la violence et la terreur, mais aussi pour affirmer leur volonté de construire une société solidaire et juste conformément à notre engagement envers la région.

Cusco, le 8 avril 1991  
(26 organisations signataires)

## 2. Déclaration à l'opinion publique dans la presse du 14 avril 1991

### ATTENTATS CONTRE DES ONG À CUSCO

Nous, institutions soussignées, avons appris que le samedi 6 avril, dans la ville de Cusco, le Centre d'éducation et de communication "Guamán Poma" et le Centre d'études régionales andines "Bartolomé de Las Casas" ont été l'objet d'attentats par explosifs ayant endommagé leurs installations.

Nous rejetons ces actions comme toutes celles menées contre les institutions qui oeuvrent par leur travail au renforcement des organisations populaires, de la société civile du Pérou et de la démocratie.

Nous nous opposons aux tentatives de transformation de la ville de Cusco et d'autres régions du pays en zones de violence et de terreur, d'où disparaîtraient les efforts actuellement déployés et destinés à faire naître au plan local et régional de nouvelles instances de participation de la population locale.

Nous exprimons notre solidarité avec les travailleurs et les directions des institutions qui ont été visées, et nous réaffirmons notre volonté commune de travailler à une société plus juste, plus solidaire et plus démocratique.

(45 associations, instituts et centres d'études signataires)

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)